

Proposition de discours – Vœux communs

A Paris, le 24 janvier 2016

Monsieur le Ministre de la Ville, de la jeunesse et des sports, cher Patrick Kanner,

Monsieur le Secrétaire d'État chargé des Sports, cher Thierry Braillard,

Mesdames, Messieurs,

Je ne dérogerai pas à l'usage et c'est avec sincérité et enthousiasme que je vous présente, à vous et à vos proches, tous mes vœux de santé, de joie et de réussite pour cette année qui s'ouvre.

Cela ne vous a pas échappé, 2017 sera une année importante, une année charnière. Nous aurons des choix à faire, des responsabilités à assumer, des chantiers à mener à terme, une action à poursuivre jusqu'au dernier jour.

J'ai eu l'occasion, le 14 janvier dernier à l'occasion de la journée « convergences citoyennes », d'adresser mes vœux aux plus de 250 personnes qui ont répondu présentes à mon invitation à venir débattre, un samedi, de la place des conseils citoyens dans la politique de la Ville et dans la société.

Parmi ces 250 personnes, la grande majorité était des membres des conseils citoyens, venus de toute la France, bénévolement, pour se faire entendre, être écoutés et porter des propositions. Je sais que l'engagement est une notion chère à Patrick Kanner, et et à laquelle je suis moi aussi profondément attachée. Le succès de la manifestation du 14 janvier, qui s'inscrit pleinement dans la continuité du 27 octobre dernier à la Villette qui a rassemblé 1000 conseillers citoyens à l'automne dernier, montre que, contrairement aux analyses éculées que l'on entend régulièrement, les quartiers populaires sont engagés, et qu'ils se mobilisent pour prendre toute leur part de responsabilité dans notre destin commun.

Les événements particulièrement difficiles que nous avons traversés au cours des deux dernières années ont pu révéler chez une part de nos compatriotes une tentation du repli à laquelle il nous faudra apporter les bonnes réponses. Ils ont également fait prendre conscience à une part plus grande encore de nos concitoyens que chacun, au niveau de responsabilité qui est le sien, est en capacité de s'engager et de peser sur notre avenir commun.

Conforter et encourager l'engagement au quotidien des associations de proximité, des adultes relais, des élus locaux – que je salue – et des habitants des quartiers populaires contre ceux qui prônent un développement séparé : tel est le fil conducteur de mon action depuis que j'ai été nommée Secrétaire d'État à la Ville. Il le restera jusqu'au dernier jour de responsabilités, et 2017 sera pour moi une nouvelle année de réalisations.

Je présenterai dans quelques jours, devant le réseau territorial de l'Etat, l'instruction ministérielle fixant le cap sur les conseils citoyens. Cette circulaire est le fruit de débats aussi riches que passionnés avec les acteurs de la politique de la Ville, et en premier lieu ces acteurs essentiels que nous avons résolument réintégré à la décision : les habitants. Ce texte clarifiera

le rôle de cette nouvelle instance de démocratie participative qu'est le Conseil citoyen tout en le confortant.

J'ai pris de nombreux engagements au cours de la rentrée citoyenne organisée depuis l'automne dernier ; auprès des adultes-relais, auprès des associations et auprès des habitants. Je mets tout en œuvre pour tenir chacun de ces engagements pragmatiques, parce que je crois que c'est en s'engageant sur du concret et en honorant ses promesses que nous parviendrons à redonner confiance dans une parole publique trop souvent discréditée.

Enfin, je veux que 2017 soit l'année de la clarté. Je veux qu'en cette année de doutes et de choix décisifs quant à notre avenir, nous puissions fixer des caps clairs et droits. Chacun, dans son domaine, doit s'y consacrer.

Le cap de la politique de la Ville pour 2017 est fixé dans la circulaire sur les orientations de la politique de la ville que je présenterai devant les préfets délégués à l'égalité des chances, les sous-préfets ville et les directeurs régionaux et départementaux de la cohésion sociale.

Ces orientations ont, grâce aux nombreux échanges que j'ai eus avec l'ensemble des acteurs de ce champ, la clarté de l'évidence.

Je souhaite qu'en 2017, nous accordions un appui renforcé aux acteurs de proximité qui interviennent dans les quartiers populaires : les associations, les adultes relais et les conseils citoyens. Ce sont les anticorps de la République, il est de notre devoir de les soutenir.

Ces acteurs doivent être confortés pour répondre aux enjeux majeurs pour lesquels nous continuerons à nous engager. Ces enjeux, ce sont :

- la poursuite et l'accélération du renouvellement urbain, pour lequel le Président de la République a annoncé 1 milliard supplémentaire lors du premier forum national des conseils citoyens;
- la réussite éducative, après la refonte des PRE, en concertation avec l'Education Nationale, en 2016 ;
- la lutte contre les discriminations, domaine dans lequel la loi égalité et citoyenneté a permis, cher Patrick, des avancées majeures. Un guide interministériel de lutte contre les discriminations est en préparation sous ma responsabilité, et j'aurai le plaisir de le présenter dès le début du mois de février.
- la prévention de la radicalisation. Ce n'est pas seulement un sujet dans nos quartiers populaires, mais c'est aussi un sujet dans nos quartiers populaires. Je veux qu'avant avril 2017, chaque contrat de ville comporte en annexe un plan local de prévention de la radicalisation. Ce sera chose faite.
- le renforcement de la présence des adultes dans les quartiers populaires le soir et le week-end, afin de toujours opposer la parole de la République à celle que véhiculent,

en son absence, les trafiquants de haines. L'expérimentation que nous avons lancée dans 15 villes avec le Ministre de la Ville de la Jeunesse et des Sports en 2016, sera très largement étendue en 2017, et assortie de moyens financiers conséquents (5M€).

- enfin il nous faudra travailler à restaurer et à raffermir la confiance entre les habitants des quartiers populaires et nos forces de police. Nous avons lancé, en 2015 et en 2016, un appel à projets commun avec le Ministère de l'intérieur, financé à hauteur d'un million d'euros. Cet appel à projets est reconduit cette année, dès le début du mois de février.

Vous le voyez, les chantiers sont nombreux, et les responsabilités que nous avons à assumer sont à la hauteur des attentes de nos concitoyens. Je serai mobilisée au quotidien pour faire aboutir chacun de ces chantiers. C'est ma volonté, c'est également celle du Gouvernement dans son ensemble, comme nous l'a rappelé le Premier Ministre, Bernard Cazeneuve : « *chaque instant, chaque jour, chaque minute doit compter* ».

Je vous remercie.